

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2286

27 septembre 2011

SOMMAIRE

AFA International S.à r.l.	109694	CEPF New Bridge S.à r.l.	109727
Apache Luxembourg Holdings II	109694	Charles Street Capital S.A.	109727
ArcelorMittal Research & Development	109694	China Investments Luxembourg S.A. ...	109727
BK Services S.à r.l.	109702	China Investments Luxembourg S.A. ...	109727
BOC Frankfurt GP S.à r.l.	109703	Cinemotion S.A.	109728
BOURGEY MONTREUIL SIDERURGIE Luxembourg	109702	Cipio Partners Fund VI S.C.S., SICAR ...	109705
Broadwick Lux S. à r. l.	109703	Citadel Mainstay Investments S.à r.l.	109702
CAE Euroco S.à r.l.	109719	Col Hunt B (Lux) S.à r.l.	109717
CAE Investments	109719	Consortium 1 S.à r.l.	109718
Caishen Fund	109720	Consortium 2 S.à r.l.	109718
Calidad S.A.	109720	Consortium 2 S.à r.l.	109718
Calzedonia Finanziaria S.A.	109720	Corsair III Participations S.à r.l.	109718
Carioca Sol S.A.	109720	Cotton Connect Global S.à r.l.	109718
Carioca Sol S.A.	109721	Cube Energy S.C.A.	109719
Casino de Jeux du Luxembourg - Mondorf- les-Bains, Luxemburger Spielbank - Bad- Mondorf	109704	Fair Play Sports Management & Consulting A.G.	109721
Casino de Jeux du Luxembourg - Mondorf- les-Bains, Luxemburger Spielbank - Bad- Mondorf	109704	Infrastructure and Real Estate Investment Fund S.C.A.	109705
Casino de Jeux du Luxembourg - Mondorf- les-Bains - Luxemburger Spielbank - Bad Mondorf, société anonyme et Cie	109704	KBC Institutional Cash	109682
Casino de Jeux du Luxembourg - Mondorf- les-Bains - Luxemburger Spielbank - Bad Mondorf, société anonyme et Cie	109703	Les Nouvelles Editions S.à r.l.	109682
C & B Mechanical Group S.A.	109703	Lim S.A.	109691
CBS Broadcast Kingworld - CBS-Lux Hold- ing LLC S.C.S.	109721	Luxmedical S.à r.l.	109692
CBS Worldvision - CBS-Lux Holding LLC S.C.S.	109721	Mark IV Holdings Finance S.C.S.	109692
Celestica European Holdings S.à r.l.	109726	Monte Cristo SICAV-FIS	109692
Celestica European Holdings S.à r.l.	109726	Mortgage Opportunities II Lux S.à r.l. ...	109693
Cencan S.A.	109727	Mortgage Opportunities I Lux S.à r.l. ...	109692
		NB Investissements, Participations et Fi- nancements S.A.	109693
		NB Investissements, Participations et Fi- nancements S.A.	109693
		Pan European Real Estate Fund 2 S.A. ..	109682
		Partners Group Distressed U.S. Real Esta- te 2009 S.C.A., SICAR	109693
		Paumarver HOLDING s.a.	109694
		Trait d'Esprit S.A.	109728

KBC Institutional Cash, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 39.266.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire du 21 juillet 2011

L'Assemblée décide de réélire Ernst & Young, comme Réviseurs d'Entreprises Agréés, pour une nouvelle période de 1 an.

Extrait certifié sincère et conforme
Pour KBC INSTITUTIONAL CASH
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.
Signatures

Référence de publication: 2011109732/14.

(110124201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Les Nouvelles Editions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4384 Ehlerange, Zare Ilôt Ouest.
R.C.S. Luxembourg B 134.731.

Par la présente je vous fais part de ma décision de démissionner avec effet immédiat de mon poste de Gérant Technique de la société à responsabilité limitée LES NOUVELLES EDITIONS S.A.R.L., ayant son siège social Zone Industrielle Zare Ilôt Ouest, L-4384 EHLERANGE et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 0134731.

Dudelange, le 26 juillet 2011.

Céline GRENEN.

Référence de publication: 2011109734/11.

(110124415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

PERF2 SA, Pan European Real Estate Fund 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 162.232.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le onze juillet.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire, de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU

SOFICOLE EXPLOITATIE MAATSCHAPPIJ N.V., ayant son siège social à De Boelelaan 7, NL-1089 HJ Amsterdam, ici représentée par Céline BONVALET, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg (le Mandataire), en vertu d'une procuration donnée sous seing privée le 7 juillet 2011.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.

1.1 Il est formé une société anonyme (la Société), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

1.2 La Société existe sous la dénomination de «PAN EUROPEAN REAL ESTATE FUND 2 S.A.», en abrégé «PERF2 SA».

1.3 La Société peut avoir un actionnaire unique (l'Actionnaire Unique) ou plusieurs actionnaires. La Société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

2.2 Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

2.3 Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société.

3.1 La Société est constituée pour une période illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Art. 4. Objet Social.

4.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

4.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

4.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

4.4 La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

4.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

4.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000,-) représenté par cinq cents (500) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune.

5.2 En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

5.3 Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, au choix des Actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

6.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.3 La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société.

7.1 Dans l'hypothèse d'un actionnaire unique, l'Actionnaire Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

7.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

7.3 L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le premier lundi du mois de mars à 13 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

7.4 L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

7.5 Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

7.6 Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 8. Délais de convocation, Quorum, Procurations, Avis de convocation.

8.1 Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

8.2 Chaque action donne droit à une voix.

8.3 Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

8.4 Chaque Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

8.5 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 9. Administration de la Société.

9.1 La Société est gérée par un Administrateur unique en cas d'un seul actionnaire, ou par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres en cas de pluralité d'Actionnaires; le nombre exact étant déterminé par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'Assemblée Générale. L'(es) administrateur(s) n'a (ont) pas besoin d'être actionnaire(s). En cas de pluralité d'administrateurs, l'Assemblée Générale peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (Administrateurs A et Administrateurs B).

9.2 Le(s) administrateur(s) est/sont élu(s) par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'Assemblée Générale pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale. Le(s) administrateur(s) sortant (s) peut/peuvent être réélu(s).

9.3 Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'Assemblée Générale pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration.

10.1 En cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président ou d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.3 Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

10.4 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une

date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

10.5 Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

10.6 Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

10.7 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

10.8 Le présent article ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

12.2 Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 13. Signatures autorisées.

13.1 La Société ne sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers que par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou la signature de l'Administrateur Unique ou (ii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

13.2 En cas d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

Art. 14. Conflit d'intérêts.

14.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

14.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

14.3 Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 15. Commissaire(s)/Réviseur d'entreprises.

15.1 Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires ou par un réviseur d'entreprises externe et indépendant. Le commissaire/réviseur est élu pour une période n'excédant pas six ans et il est rééligible.

15.2 Le commissaire/réviseur est nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire/réviseur en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 16. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 17. Affectation des Bénéfices.

17.1 Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la

Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5.3 des Statuts.

17.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

17.3 Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés aux lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 18. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 19. Modifications statutaires. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi.

Art. 20. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2011.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2012.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, l'Actionnaire Unique, préqualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire les cinq cents (500) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions sont libérées par l'Actionnaire Unique à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de EUR 2.000.-.

Résolutions de l'associé unique

L'Actionnaire Unique, préqualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social souscrit, prend les résolutions suivantes:

1. le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui des réviseurs d'entreprises à 1 (un);

2. les personnes suivantes sont nommées administrateurs de catégorie A la Société:

Monsieur Eric DELEPLANQUE, né à F - Bergues, le 6 octobre 1951, DG Immochan International, ayant son adresse professionnelle au 40 avenue de Flandre, à Croix, France;

Monsieur Vianney DUMAS, né à F -Cambrai le 16 juin 1959, Directeur Immochan, ayant son adresse professionnelle au 40 avenue de Flandre, à Croix, France;

3. les personnes suivantes sont nommées administrateurs de catégorie B la Société:

Monsieur Alain RENARD, né à B - Liège, le 18 juillet 1963, employé privé, ayant son adresse professionnelle au 412 F route d'Esch, L - 2086 Luxembourg;

Madame Chantal MATHU, née à B - Aye, le 8 mai 1968, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 412 F route d'Esch, L - 2086 Luxembourg;

4. PricewaterhouseCoopers S.à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée et existant suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 400 route d'Esch, L - 1471 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.477 est nommée réviseur de la Société;

5. le mandat des administrateurs ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de la Société qui se tiendra en 2017;

6. le mandat du réviseur prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de la Société qui se tiendra en 2012;

7. le siège social de la société est fixé à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des du mandataire de la comparante, le présent acte est établi en français, suivi d'une version anglaise. A la requête de ce même mandataire et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version française prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède.

In the year two thousand and eleven on the eleventh of July.

Before the undersigned, Maître Henri HELLINCKX notary, residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared

SOFICOLE EXPLOITATIE MAATSCHAPPIJ N.V., having its registered office at De Boelelaan 7, NL-1089 HJ Amsterdam

hereby represented by Celine BONVALE, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated July 7th, 2011 (the Proxyholder).

The said proxy, after having been signed «ne varietur» by the Proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated above, requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited liability company ("société anonyme") which is hereby incorporated:

Art. 1. Form and Name.

1.1 There is hereby established a public limited liability company ("société anonyme") (the Company) which will be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, in particular by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the Law), and by the present articles of incorporation (the Articles).

1.2 The Company will exist under the name of "PAN EUROPEAN REAL ESTATE FUND 2 S.A." in abbreviation "PERF 2 SA".

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2.2 It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 4. Corporate objects.

4.1 The Company may carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

4.2 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect or real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

4.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

4.4 The Company may further grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company as well as any other companies or third parties.

4.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions and that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital is set at fifty thousand euro (EUR 50.000,-) consisting of five hundred (500) ordinary shares with a par value of one hundred euro (EUR 100,-) each.

5.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

5.3 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the opinion of the sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, at the opinion of the Shareholders, subject to the restrictions foreseen by Law.

6.2 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.3 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

Art. 7. Meetings of the shareholders of the Company.

7.1 In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

7.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

7.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the first Monday of March at 13:00. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

7.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

7.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 8. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices.

8.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

8.2 Each share is entitled to one vote.

8.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

8.4 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

8.5 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management.

9.1 The Company shall be managed by a sole Director in case of a sole Shareholder, or by a Board of Directors composed of at least three (3) members in case of plurality of Shareholders, their number being determined by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the General Meeting. Director(s) need not to be shareholder(s) of the Company. In case of plurality of directors the General Meeting may decide to create two categories of directors (A Directors and B Directors).

9.2 The Director(s) shall be elected by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders by the General Meeting, for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The director(s) shall be eligible for reappointment.

9.3 In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors elected by the General Meeting may meet and elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board.

10.1 In case of plurality of directors, the Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

10.2 The Board of Directors shall meet upon call by, at least, the chairman or any two directors or by any person delegated to this effect by the directors, at the place indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Notice in writing or by telegram or telefax or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason of urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

10.3 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

10.4 The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

10.5 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

10.6 Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

10.8 This article does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 12. Delegation of powers.

12.1 The Board of Directors may appoint one delegate to the day to day management of the Company, who need not to be neither a shareholder neither a Directors, who will have the full power to act in the name of the Company concerning the day to day management.

12.2 The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 13. Binding signatures.

13.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters only by (i) the joint signatures of any two members of the Board or the signature of the Sole Director, or (ii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

13.2 In case of directors of category A and category B, the Company will be bound by the joint signature of any A Director together with any B Director.

Art. 14. Conflict of interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

14.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 15. Statutory Auditor(s) / External Auditor.

15.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)), or an independent external auditor (réviseur d'entreprises). The statutory auditor(s)/external auditor shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.2 The statutory auditor(s)/external auditor will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s)/external auditor in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 17. Allocation of profits.

17.1 From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

17.2 The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

17.3 The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

Art. 18. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 19. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 20. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory provisions

The first business year begins on this day and ends on the 31st of December 2011

The first annual General Meeting will be held in 2012

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the Sole Shareholder, pre-named, represented as stated above, hereby declares to subscribe to the five hundred (500) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares are paid up by the Sole Shareholder to an extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of fifty thousand euro (EUR 50.000,-) paid by the Sole Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Law.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at EUR 2,000.-.

Resolutions of the sole shareholder

The Sole Shareholder, pre-named, represented as stated above, representing the entire of the subscribed capital, passed the following resolutions:

1. the number of directors is set at 4 (four) and the number of external auditors at 1 (one);
2. the following persons are appointed as A directors:

Mr Eric DELEPLANQUE, born in F - Bergues, on 6 october 1951, DG Immochan International, with professional address at 40 avenue de Flandre, Croix, France;

Mr Vianney DUMAS, born in F - Cambrai on 16 June 1959, Directeur Immochan, with professional address at 40 avenue de Flandre, à Croix, France;

3. the following persons are appointed as B directors:

Mr Alain RENARD, born in B - Liège, on 18 July 1963, private employee, with professional address at 412 F route d'Esch, L - 2086 Luxembourg;

Ms Chantal MATHU, born in B - Aye, on 8 May 1968, private employee, with professional address at 412 F route d'Esch, L - 2086 Luxembourg;

4. that PricewaterhouseCoopers S.à r.l, a public limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under Luxembourg law, with registered office at 400 route d'Esch, L -1471 Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register, under the number B 65.477, be appointed as external auditor of the Company;

5. that the terms of office of the members of the Board of Directors will expire at the annual General Meeting of the Company of the year 2017;

6. that the term of office of the external auditor will expire at the annual General Meeting of the Company of the year 2012; and

7. that the address of the registered office of the Company is at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by an English version. At the request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the French versions, the French version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: C. BONVALET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 juillet 2011. Relation: LAC/2011/32277. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 juillet 2011.

Référence de publication: 2011102041/512.

(110116385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

Lim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3249 Bettembourg, 48, rue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 135.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011109735/10.

(110124360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Luxmedical S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5440 Remerschen, 74, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 46.537.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011109738/10.

(110124371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Mark IV Holdings Finance S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 70.400.

Il résulte des résolutions des associés de la société Mark IV Holdings Finance S.C.S. tenues en date du 19 juillet 2011 que les associés ont pris la décision suivante:

Démission du commissaire aux comptes suivant à compter du 19 juillet 2011:

Monsieur Marc Lamesch, ayant pour adresse à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mark IV Holdings Finance S.C.S.**Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A.**Agent Domiciliaire**Signatures*

Référence de publication: 2011109739/16.

(110124485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Monte Cristo SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 154.532.

Le Rapport Annuel Révisé pour la période du 30 juin 2010 (date de constitution) au 31 décembre 2010 et la distribution des dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Eva-Maria MICK / Fabienne WALTZING

Mandataire Commercial / Mandataire Principal

Référence de publication: 2011109740/15.

(110124571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Mortgage Opportunities I Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 89.780,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 138.961.

EXTRAIT

Le siège social de la Société a été transféré à l'adresse suivante:

5c rue Eugène Ruppert

L-2453 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 Juillet 2011.

Pour la Société

Pedro Fernandes das Neves

Référence de publication: 2011109741/16.

(110124561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Mortgage Opportunities II Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.077.

—
EXTRAIT

Le siège social de la Société a été transféré a l'adresse suivante:

5c rue Eugene Ruppert

L-2453 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 Juillet 2011.

Pour la Société

Pedro Fernandes das Neves

Référence de publication: 2011109742/16.

(110124557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

NB Investissements, Participations et Financements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 20.571.

—
La Fiduciaire GLACIS S.à r.l., ayant son siège social 18a, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, démissionne de ses fonctions de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXEMBOURG, le 28 juillet 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011109754/11.

(110124538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

NB Investissements, Participations et Financements S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 20.571.

—
Fiduciaire GLACIS S.à r.l. dénonce avec effet immédiat le siège social de la société NB Investissements, Participations et Financements S.A., 3, rue Nicolas Adames, L-1114 LUXEMBOURG, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le no. B 20571.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXEMBOURG, le 28 juillet 2011.

Fiduciaire GLACIS S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011109755/13.

(110124539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Partners Group Distressed U.S. Real Estate 2009 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 140.323.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires du 22 Juillet 2011

- PricewaterhouseCoopers S.À.R.L. est réélu comme Réviseur d'Entreprises pour un nouveau mandat d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale de 2012.

Extrait certifié sincère et conforme
Pour PARTNERS GROUP DISTRESSED U.S. REAL ESTATE 2009 S.C.A., SICAR
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.
Signatures

Référence de publication: 2011109756/15.

(110124203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Paumarver HOLDING s.a., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 9.507.

—
Extrait rectificatif de l'extrait déposé le 13 octobre 2010 sous la référence L100155489 05

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 17 juin 2011 qu'il convient de corriger le code postal du siège social de la société.

L'adresse correcte du siège social est donc:

- 412F, route d'Esch L-1471 Luxembourg

Luxembourg, le 25 juillet 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011109757/15.

(110123725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Apache Luxembourg Holdings II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 165.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 115.956.

—
Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant:

- Madame Marjorie ALLO et Madame Murielle Mc SORLEY, Gérante de la société, dont l'adresse professionnelle est désormais située au 2-4 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2011.

Pour Apache Luxembourg Holdings II S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2011109823/16.

(110126089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

ArcelorMittal Research & Development, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 116.790.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011109826/9.

(110125733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

AFA International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.567.

—
STATUTES

In the year two thousand eleven, on the nineteenth day of July.

Before Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Mondorf-les-Bains.

THERE APPEARED:

AFA, SGPS, SA, a company organized under the laws of Madeira, Portugal, with registered office set at Impasse do Estaleiro n°11, 9370-071 Arco Da Calheta, Madeira, Portugal, registered with the Trade Register of Calheta under number 511135092,

here represented by Diogo Duarte de Oliveira or Julien Leclère, attorneys-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 14th July 2011.

The said proxy, after having been signed *in varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

1. Name. There is formed a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name AFA International S.à.r.l (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at five hundred and fifteen thousand euro (EUR 515,000) represented by five hundred and fifteen thousand (515,000) shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers composed of (i) at least three members, (ii) being class A managers and class B managers and (iii) a majority of class A managers. They can be appointed at any time by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders. The managers need not be shareholder(s) of the Company.

7.2. Managers are appointed for a period of 2 years and their mandates are renewed by tacit agreement.

7.3. The shareholder(s) of the Company shall also determine the number of managers, their class, their remuneration and the term of their office. The managers may be dismissed ad nutum.

8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by three manager(s) of the Company.

9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet in Luxembourg semi-annually or as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

10. Representation.

10.1. The Company shall be bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

10.2. The Company shall be bound in all matters by the single signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 of these Articles.

11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

12. Powers and Voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

14. Accounting year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Allocation of profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

16. Interim dividend.

16.1. Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- Interim accounts are established by the board of managers,
- These accounts show a profit including profits carried forward,
- The decision to pay interim dividends is taken by the board of managers,
- The payment is made once the company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the company are not threatened.

16.2. Subject to the following fulfilment of the requirement set forth in the foregoing paragraph, the distribution of interim dividend shall take place at the discretion of the board of managers but not later than the 15th of December of the financial year of the Company.

17. Dissolution - Liquidation.

17.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

18. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2011.

Subscription - Payment

Thereupon, AFA, SGPS, SA, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to five hundred fifteen thousand (515,000) new shares and to have them fully paid up by (i) a contribution in cash consisting of fifteen thousand euro (EUR 15,000) and (ii) by a contribution in kind consisting of one million (1,000,000) shares of Espirito Santo Financial Group S.A., a Luxembourg société anonyme with registered office at L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer, quoted on the Luxembourg, Lisbon and London Stock Exchanges as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it (the shares of Espirito Santo Financial Group S.A. are hereinafter referred to as the Shares).

Such contribution in kind in an aggregate amount of thirteen million five hundred thousand euro (EUR 13,500,000) based on the stock quote published by Bloomberg on 18th July 2011 as noted by the outstanding notary, i.e. EUR 13.500 per Share, made to the Company is allocated as follows:

- five hundred thousand euro (EUR 500,000) to the share capital of the Company;
- thirteen million euro (EUR 13,000,000) to the share premium of the Company

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately five thousand euro (EUR 5,000).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as class A manager of the Company for an indefinite period:

- Mr. José Avelino Aguiar Farinha, entrepreneur, born 24th August 1959 in Arco Calh (RAM) Calheta, Portugal, with professional address set Parque empresarial da Ponta Oeste, Lote 11, Ribeira dos Socorridos, 9304-005 Câmara de Lobos, Madeira, Portugal.

- Mr. Roberto Nuno Bettencourt Vieira, manager, born 30th January 1974 in FS Pedro, Funchal, Portugal, with professional address set Parque empresarial da Ponta Oeste, Lote 11, Ribeira dos Socorridos, 9304-005 Câmara de Lobos, Madeira, Portugal.

2. The following person is appointed as class B manager of the Company for an indefinite period:

- Mr Patrice Gallasin, company manager, born on 9th December 1970 in Villers-Semeuse, France, professionally residing at L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch

3. The registered office of the Company is set at 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains.

A COMPARU:

AFA, SGPS, SA, une société constituée sous la loi de Madère, Portugal, ayant son siège social à Impasse do Estaleiro n°11, 9370-071 Arco Da Calheta, Madère, Portugal, enregistrée au registre de commerce de Calheta sous le numéro 511135092,

ici représentée par Diogo Duarte de Oliveira ou Julien Leclère avocats, résidants à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 14 juillet 2011.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

1. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination AFA International S.à.r.l (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée

entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à cinq cent quinze mille euros (EUR 515.000), représenté par cinq cent quinze mille (515.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé (i) d'au moins trois membres, (ii) étant des gérants de classe A et classe B et (iii) une majorité de gérants de classe A. Ils peuvent être nommés à tout moment par une résolution de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés. Les membres du conseil de gérance n'ont pas besoin d'être associés de la Société.

7.2. Les gérants sont nommés pour une période de 2 ans et leurs mandats sont renouvelés par tacite reconduction.

7.3. Les associé(s) de la Société pourront aussi déterminer le nombre de gérants, leur classe, leur rémunération ainsi que le terme de leur mandat. Les gérants sont révocables ad nutum.

8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout/deux gérant(s).

9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira à Luxembourg deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

10. Représentation.

10.1. La Société sera engagée par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

10.2. La Société sera engagée en toute matière par la simple signature de toute personne à qui un pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'article 8.2 des Statuts.

11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

16. Dividendes intérimaires.

16.1 Des dividendes intérimaires pourront être distribués selon les conditions suivantes:

- Des comptes intérimaires ont été établis par le conseil de gérance,
- Ces comptes montreront un profit incluant les profits reportés,
- La décision de payer des dividendes intérimaires est prise par le conseil de gérance,
- Le paiement sera effectué lorsque la société aura la garantie que les droits des créanciers de la société ne sont pas menacés.

16.2 Sous condition que les conditions visées au précédent paragraphe soient remplies, la distribution de dividendes intérimaires prendra place à la seule discrétion du conseil de gérance au plus tard le 15 décembre de l'année financière de la Société.

17. Dissolution - Liquidation.

17.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution des gérants ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

17.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

18. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2011.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, AFA, SGPS, SA, préqualifiée et représentée comme décrit ci-dessus, déclare souscrire à cinq cent quinze mille (515.000) nouvelles parts sociales et les libérer entièrement par un apport (i) en numéraire de quinze mille euros (EUR 15.000) et (ii) en nature d'un million d'euros (1,000,000) d'actions de Espirito Santo Financial Group S.A., une société anonyme avec siège social à L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer et cotée à la Bourse de Lisbonne, Luxembourg et Londres, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Ledit apport en nature d'un montant total de treize millions cinq cent mille euros (EUR 13.500.000) basé sur la quotation de la bourse publiée par Bloomberg le 18 juillet 2011, comme constaté par le notaire instrumentant, i.e. EUR 13,500 par action fait à la Société sera affecté comme suit:

- cinq cent quinze mille euros (EUR 515.000) sont affectés au compte capital de la Société;
- treize millions d'euros (EUR 13.000.000) sont affectés au compte de prime d'émission de la Société.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ cinq mille euros (EUR 5.000).

Décision de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée:

- Mr. José Avelino Aguiar Farinha, entrepreneur, né 24 août 1959 à Arco Calh (RAM) Calheta, Portugal, ayant pour adresse professionnelle Parque empresarial da Ponta Oeste, Lote 11, Ribeira dos Socorridos, 9304-005 Câmara de Lobos, Madeira, Portugal.

- Mr. Roberto Nuno Bettencourt Vieira, gérant né 30 janvier 1974 à FS Pedro, Funchal, Portugal, ayant pour adresse professionnelle Parque empresarial da Ponta Oeste, Lote 11, Ribeira dos Socorridos, 9304-005 Câmara de Lobos, Madeira, Portugal.

2. La personne suivante est nommée comme gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Patrice Gallasin, administrateur de sociétés, né le 9 décembre 1970 à Villers-Semeuse, France, et résidant professionnellement à L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

3. Le siège social de la Société est établi à L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: DUARTE DE OLIVEIRA, ARRENSDORFF.

Enregistré à Remich, le 25 juillet 2011.

REM 2011 / 999. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Mondorf-les-Bains, le 2 août 2011

Référence de publication: 2011109839/400.

(110126548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

BK Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 8, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 47.459.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés du 27 juin 2011, le mandat de gérant de Monsieur Carlo WEISEN, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 8, rue de Bitbourg, est confirmé pour une durée indéterminée.

La société KPMG Audit S.à r.l., avec siège social à L-2520 Luxembourg, 9, Allée Scheffer est nommée Réviseur d'Entreprise pour la durée d'une année.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2011.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2011109891/15.

(110126366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Citadel Mainstay Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 109.283.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2011.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2011109910/11.

(110126442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

BOURGEY MONTREUIL SIDERURGIE Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle «Le 2000».

R.C.S. Luxembourg B 72.801.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 juin 2011

Après avoir délibéré, l'Assemblée prend à l'unanimité des voix des actionnaires présents ou représentés les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée décide de renouveler le mandat du Réviseur d'Entreprises à la Société MAZARS S.A. sise 10A, rue Henri Schnadt à L-2530 LUXEMBOURG. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2011.

2. L'Assemblée prend acte du changement d'adresse de Monsieur Olivier MELOT, né le 10 janvier 1971 à Lorient (France), demeurant à 73 100 TRESSERVE, 33, Chemin de Belledonne (en France).

Luxembourg, le 22 juin 2011.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2011109894/19.

(110125492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

BOC Frankfurt GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 112.643.

Suite aux résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 28 juillet 2011, le mandat du Réviseur d'Entreprise PricewaterhouseCoopers S.à r.l. est reconduit pour une période expirant au moment de l'approbation des comptes annuels de la Société au 31 décembre 2011 par l'associé unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2011.

Pour la Société

TMF Management Luxembourg S.A.

Signataire autorisé

Référence de publication: 2011109893/16.

(110126480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Broadwick Lux S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 145.232.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011109895/9.

(110126440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

C & B Mechanical Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 61.358.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 11 juillet 2011

Monsieur DONATI Régis, expert-comptable, 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur en remplacement de Monsieur MARIANI Daniele démissionnaire.

Monsieur DE BERNARDI Angelo, 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, est nommé Président du Conseil d'administration.

Les mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2012.

Pour extrait sincère et conforme

C & B MECHANICAL GROUP S.A.

Angelo DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2011109900/18.

(110125455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Casino de Jeux du Luxembourg - Mondorf-les-Bains - Luxemburger Spielbank - Bad Mondorf, société anonyme et Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-5618 Mondorf-les-Bains, rue Flammang.

R.C.S. Luxembourg B 18.193.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Casino de Jeux du Luxembourg - Mondorf-les-Bains - Luxemburger Spielbank - Bad Mondorf, société anonyme et Cie

Signature

Référence de publication: 2011109901/14.

(110125652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Casino de Jeux du Luxembourg - Mondorf-les-Bains - Luxemburger Spielbank - Bad Mondorf, société anonyme et Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-5618 Mondorf-les-Bains, rue Flammang.

R.C.S. Luxembourg B 18.193.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale annuelle de la Société en date du 9 juin 2011

En date du 9 juin 2011, l'assemblée générale annuelle a pris la résolution de prolonger le mandat de:

- KPMG AUDIT, en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Casino de Jeux du Luxembourg - Mondorf-les-Bains - Luxemburger Spielbank - Bad Mondorf, société anonyme et Cie

Signature

Référence de publication: 2011109902/17.

(110125697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Casino de Jeux du Luxembourg - Mondorf-les-Bains, Luxemburger Spielbank - Bad-Mondorf, Société Anonyme.

Siège social: L-5618 Mondorf-les-Bains, rue Flammang.

R.C.S. Luxembourg B 18.159.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale annuelle de la Société en date du 9 juin 2011

En date du 9 juin 2011, l'assemblée générale annuelle a pris la résolution de prolonger le mandat de:

- KPMG AUDIT, en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2012.

Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Casino de jeux du Luxembourg - Mondorf-les-Bains - Luxemburger Spielbank - Bad Mondorf,

Société anonyme

Signature

Référence de publication: 2011109903/16.

(110125669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Casino de Jeux du Luxembourg - Mondorf-les-Bains, Luxemburger Spielbank - Bad-Mondorf, Société Anonyme.

Siège social: L-5618 Mondorf-les-Bains, rue Flammang.

R.C.S. Luxembourg B 18.159.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Casino de Jeux du Luxembourg - Mondorf-les-Bains, Luxemburger Spielbank - Bad-Mondorf

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2011109904/14.

(110126032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Cipio Partners Fund VI S.C.S., SICAR, Société en Commandite simple sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 144.286.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cipio Partners S.à r.l.

As Sole Manager of Cipio Partners Fund VI S.C.S., SICAR

Référence de publication: 2011109909/12.

(110126552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Infrastructure and Real Estate Investment Fund S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.213.

STATUTES

In the year two thousand eleven, on the eleventh of July;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

1. Société de Gestion de Grands Projets Immobiliers S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

here duly represented by Mrs. Hana WITZKE, employee, with professional address at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

2. European Strategic Advisers Limited, a company existing under the laws of the United Kingdom, having its registered office at 118 Piccadilly, London W1J 7NW, United Kingdom, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number 5513147,

here duly represented by Mrs. Hana WITZKE, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

3. Mr. James GRAHAM, born in Glasgow, Scotland on 3 November 1952 and residing at Domaine De La Vene, F-11570 Palaja,

here duly represented by Mrs. Hana WITZKE, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

4. Mr. Hubert FORMEY, born in Chalons-Sur-Marne, France on 25 February 1948 and residing at 354 Avenue Gal de Gaulle, F-06250 Mougins,

here duly represented by Mrs. Hana WITZKE, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

5. Mr. Georges VAUZEILLES, born in Le Mont Dore, France on 1 May 1942 and residing at 29, avenue André Malraux, F-92300 Levallois,

here duly represented by Mrs. Hana WITZKE, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

The above mentioned proxies, being signed ne varietur by the proxy-holder of the appearing parties, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as said before, have requested that the notary draw up the following articles of incorporation of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), the incorporation of which such parties have approved.

Art. 1. Form and Name.

1.1 There exists among the general partner (actionnaire commandité) (the "General Partner") of the Company (as defined hereafter), and the ordinary shareholders (actionnaires commanditaires) (each, an "Ordinary Shareholder") of the Company, and all those persons or entities who may become General Partner and/or Ordinary Shareholders of the Company in the future, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) (the "Company"), governed by these articles of association (the "Articles") and the Luxembourg law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "1915 Law") and the private placement memorandum agreed upon from time to time between the Shareholders (the "Memorandum"). In case of discrepancy between the Articles and the Memorandum, the Articles shall prevail.

1.2 Hereinafter the Ordinary Shareholders and the General Partner will be referred to, where the context so requires, individually as a "Shareholder" and collectively as the "Shareholders".

1.3 The Company will exist under the name of "Infrastructure and Real Estate Investment Fund S.C.A.".

Art. 2. Term.

2.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

2.2 The Company shall not come to an end in the event of the occurrence of the resignation, dissolution, bankruptcy or insolvency of the General Partner.

Art. 3. Object.

3.1 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or movable properties which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

3.2 The Company may furthermore carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, as well as the administration, management, control and development of such participations. In particular, the Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate property, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations as further described under the Memorandum.

3.3 The Company may further grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which forms part of the same group of companies as the Company as well as any other companies or third parties.

3.4 The Company may borrow and raise funds for the purpose listed above including, but not limited to, the issue of bonds and other debt instruments.

3.5 The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. This corporate objects authorise the Company to enter into any transaction or agreement, provided that it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

3.6 In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the 1915 Law and the Memorandum.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office of the Company may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by a resolution of the General Partner.

4.2 The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders deliberating in the manner required for amendment of these Articles.

Art. 5. Share Capital.

5.1 The issued and subscribed share capital of the Company is set at thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into two hundred and forty (240) ordinary shares (actions de commanditaires) with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each held by the Ordinary Shareholders (the "Ordinary Shares"), and seventy (70) unlimited shares (actions de commandité) held by the General Partner (the "General Partner's Share") with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

5.2 The Ordinary Shares and the General Partner's Share(s) will be individually referred to as a "Share" and collectively as the "Shares".

5.3 Two classes of Shares exist among the Ordinary Shares, being Class A Shares and Class B Shares (each, a "Class"). The rights attached to such Classes of shares are further defined under the Memorandum.

5.4 The General Partner is authorised and empowered within the limits set forth below to (i) realise any increase of the share capital in one or several successive tranches, following, as the case may be, the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the General Partner within the limits of the Authorised Capital under the terms and conditions of warrants (which may be separate or attached to shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds, notes or similar instruments issued from time to time by the Company, by the issuing of new Class A Shares, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by conversion of claims on the Company or in any other manner, (ii) determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new Class A Shares, and (iii) remove or limit the preferential subscription right of the existing Shareholders at the moment of the new issue (the "Authorised Capital").

5.5 The Authorised Capital is fixed at one billion euros (EUR 1,000,000,000.-) consisting of ten million (10,000,000) shares with a par value of one hundred euros (EUR 100.-) per Share. Shares issued in the context of the Authorised Capital will be issued at a price being the highest of the nominal value per Share of the relevant Class or the nominal value per Share of the relevant Class increased by the difference between the net asset value per Share of the relevant Class and the nominal value per Share of the relevant Class.

5.6 This authorisation is valid for a period of five (5) years from the date of publication of the deed of incorporation of the Company in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations and it may be renewed by a general meeting of Shareholders.

5.7 The General Partner may delegate to any duly authorized person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of the issue of new shares under the Authorised Capital.

5.8 Following each increase of the issued capital within the limits of the Authorised Capital, realized and duly stated in the form provided for by the 1915 Law, this Article will be modified so as to reflect the actual increase. Such modification will be recorded in authentic form by the General Partner or by any person duly authorized and empowered by the General Partner for this purpose.

5.9 The issued and/or authorized capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by the 1915 Law for any amendment of these Articles.

5.10 The new Shares to be issued and subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing Shareholders in proportion to the part of the capital which those Shareholders are holding unless such preferential subscription right is cancelled or limited by the General Partner or the Shareholders' meeting. The General Partner shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty (30) days.

5.11 The general meeting of Shareholders is entitled at the majority vote determined by the 1915 Law to decide an increase or a decrease of the share capital of the Company including the valid consent of the General Partner.

5.12 In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares of whatever Class which the Company may repurchase from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders of whatever Class in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Form of the Shares.

6.1 The Shares are issued and shall remain in registered form only.

6.2 All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of Shares held by him and the amount paid up on each Share.

6.3 The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership of such Shares. The Shares are not represented by certificates. However, upon the request of the Shareholders, certificates signed by the General Partner or by any other two members of the board of the General Partner (either by hand, printed or in facsimile) and witnessing the registration of a holder in the register of Shareholders of the Company will be issued by the Company. Delivery of such certificates will be made at the risk and at the cost of the Shareholders concerned.

6.4 Transfer of Shares, as defined under Article 8, shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore in accordance with Article 8 of these Articles.

6.5 Any Transfer of Shares shall be entered into the register of Shareholders. Such inscription shall be signed by the General Partner or by one or more persons duly authorised thereto by the General Partner.

6.6 Shareholders entitled to receive Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

6.7 In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.8 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Art. 7. Redemption of Shares.

7.1 The Company is authorised to redeem its Shares within the limits and conditions set forth under the 1915 Law and the Memorandum.

7.2 The General Partner is allowed, where the realisation of assets of the Company generated cash, to redeem, on a pro rata basis among Shareholders, part or whole of the Shares in accordance with this Article, the Memorandum and the 1915 Law. In particular, redemption will only be allowed where, and within its limit, there exists a distributable result within the meaning of the 1915 Law.

7.3 The price at which the redemption will be made shall be the latest net asset value per Share of the relevant Shares as calculated in accordance with the Memorandum. This authorisation is valid for a period of five (5) years from the date

of publication of the deed of incorporation of the Company in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations and it may be renewed by a general meeting of Shareholders

7.4 In all other cases, a redemption of Shares must be approved by a resolution at a meeting of Shareholders passed by a two thirds (2/3) majority of the Shares represented at the meeting including the consent of the General Partner.

7.5 All redeemed Shares will be immediately cancelled.

Art. 8 Transfer of Shares.

8.1 Any sale, assignment, transfer, grant of participation in, grant of security interests over, pledge, hypothecation, encumbrance or other disposal of all or part of its Ordinary Shares by an Ordinary Shareholder or (undrawn commitment, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (a Transfer) shall comply with the provisions of this Article and the Memorandum.

8.2 In addition, the General Partner will have a right of first refusal in respect of a Transfer where such Transfer would amount to more than 10% (ten per cent) of the net assets unless such Transfer is (i) by a Shareholder to an affiliate of such Shareholder, (ii) by any successor trust in case of a Shareholder which is a trust, (iii) resulting from death or liquidation of such Shareholder.

8.3 The Company may accept and enter in the register a Transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee on the Transfer of Shares.

Art. 9. Liability of Shareholders.

9.1 The holders of Ordinary Shares are only liable up to the amount of their capital contribution made to, or commitments made towards, the Company.

9.2 The General Partner is indefinitely and jointly liable for the liabilities of the Company in accordance to the 1915 Law.

Art. 10. General meetings of Shareholders.

10.1 The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Tuesday of April at 2.00 p.m. If such day is a bank holiday in the city of Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Luxembourg business day.

10.2 Other general meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

10.3 All meetings of Shareholders shall be chaired by the General Partner or by any person duly authorized to represent him.

Art. 11. Notice, Quorum, Proxies, Majority.

11.1 The notice periods and quorum rules required by the 1915 Law shall apply with respect to the meetings of Shareholders of the Company, as well as with respect to the conduct of such meetings, unless otherwise provided herein.

11.2 Each Share, without distinction, shall carry one (1) vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person, whether a Shareholder or not, as his proxy in writing whether in original or by telefax, cable, telegram, telex or any other suitable telecommunication means.

11.3 Except as otherwise required by the 1915 Law or by these Articles, resolutions at a meeting of Shareholders which has been validly convened will be passed by a simple majority of those present and voting with the necessary consent of the General Partner.

Art. 12. Convening notice.

12.1 Shareholders' meetings shall be convened by the General Partner or by the Supervisory Board (as defined below), pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered mail at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address on record in the share register of the Company.

12.2 If all the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

12.3 The General Partner may determine all practical modalities that must be fulfilled by the Shareholders for them to participate in any meeting of Shareholders.

Art. 13. Powers of the meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It may only resolve on any item generally whatsoever only with the consent of the General Partner.

Art. 14. Management.

14.1 The Company shall be managed by the General Partner, it being acknowledged that the initial General Partner is Société de Gestion de Grands Projets Immobiliers S.à r.l, who shall be the unlimited liable partner (associé gérant commandité) and who shall be personally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

14.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by the 1915 Law or by these Articles to the general meeting of Shareholders or to the Supervisory Board, if any.

14.3 Except as otherwise expressly provided, the General Partner shall have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

14.4 The General Partner is authorized to delegate its powers and to confer limited mandates for specific businesses to one or several agents, except to Ordinary Shareholders, but shall not delegate in a general manner all its powers of management.

14.5 The General Partner shall represent the Company in all legal proceedings both as claimant or defendant. The summons and any other procedural acts are validly issued in the name of the Company.

14.6 The decisions of the General Partner are recorded in minutes or drawn up in writing.

Art. 15. Authorised signature. The Company shall be bound by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 16. Supervisory Board.

16.1 The affairs of the Company and its financial situation including particularly its books and accounts shall be supervised by a supervisory board composed of at least three (3) members (the Supervisory Board).

16.2 The Supervisory Board may be consulted by the General Partner on such matters as the General Partner may determine.

16.3 The members of the Supervisory Board may be Shareholders, other than the General Partner, or not. The members of the Supervisory Board are appointed by a simple majority vote of the meeting of Shareholders for a maximum term of six (6) years, which shall be renewable. The members of the Supervisory Board may be dismissed at any time and at the sole discretion of the meeting of Shareholders.

16.4 In the event of a vacancy in the Supervisory Board because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the Supervisory Boards may meet and may elect by a majority vote a member of the Supervisory Board to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

16.5 If the majority of the members of the Supervisory Board vacates the office, a meeting of the Shareholders shall be convened in order to appoint a new Supervisory Board.

16.6 The general meeting of Shareholders shall determine the remuneration of the Supervisory Board.

16.7 The Supervisory Board shall be convened by its chairman (appointed by the Supervisory Board from amongst its members) or by the General Partner.

16.8 Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members of the Supervisory Board with at least eight (8) days prior notice, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing, whether in original or by cable, telegram, telefax, telex, or any suitable telecommunication mean of each member. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Supervisory Board. If all the members of the Supervisory Board are present or represented at a meeting of Supervisory Board, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

16.9 Any member may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing in writing, whether in original or by cable, telegram, telex, telefax or other suitable telecommunication mean another member as his proxy.

16.10 Any and all members may participate in any meeting of the Supervisory Board by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating to the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the Supervisory Board.

16.11 The Supervisory Board can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented.

16.12 Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the members present or represented at such meeting. Resolutions may also be taken in one or several written instruments signed by all the members.

16.13 The minutes of a meeting of the Supervisory Board shall be signed by its chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who chaired such meeting. Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or the chairman pro tempore or by two (2) members of the Supervisory Board.

16.14 Notwithstanding the above, where the Company appoints an auditor (réviseur d'entreprises agréé), no Supervisory Board will be appointed, as authorised under the 1915 Law.

Art. 17. Conflict of interests.

17.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company or the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

17.2 Any director or officer of the Company or the General Partner who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

17.3 In the event that any manager of the General Partner may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such manager shall make known to the General Partner such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting.

17.4 The two preceding paragraphs do not apply to decisions of the General Partner concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 18. Accounting year - Accounts. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January and terminate on the 31st of December of each year.

Art. 19. Allocation of profits.

19.1 From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in Article 5 above.

19.2 The General Partner shall propose to the general meeting of Shareholders the distribution of any remaining amount. Any distribution to the Shareholders will be made, in respect to Class A Shares and Class B Shares, in accordance with any preferential rights attached to each Class as defined under the Memorandum.

19.3 The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the General Partner and they may be paid at such places and times as may be determined by the General Partner. The General Partner may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the 1915 Law.

Art. 20. Dissolution and Liquidation.

20.1 The Company may be voluntarily dissolved by a resolution of the meeting of Shareholders with the consent of the General Partner.

20.2 The liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed, by the meeting of Shareholders which shall also determine their powers and their remuneration.

20.3 The repartition of liquidation proceeds between the Shareholders, if any, will be made in accordance with the 1915 Law and any preferential rights attached to each Class as defined in the Memorandum.

Art. 21. Amendments of the Articles. These Articles may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg, and subject to the consent of the General Partner.

Art. 22. Applicable laws. All matters not governed by these Articles shall be determined by application of the provisions of the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, of the 1915 Law.

Subscription and Payment

All shares have been subscribed as follows:

Société de Gestion de Grands Projets Immobiliers S.à r.l., prenamed	seventy (70) General Partner's Shares
European Strategic Advisers Limited, prenamed	eighty-four (84) Ordinary Shares
Mr. James GRAHAM, prenamed	seventy-two (72) Ordinary Shares
Mr. Hubert FORMEY, prenamed	seventy-two (72) Ordinary Shares
Mr. Georges VAUZEILLES, prenamed	twelve (12) Ordinary Shares
Total:	Two hundred and forty (240) Ordinary Shares and seventy (70) General Partner's Shares

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on the 31st of December 2012.

Statement and Estimate of Costs

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,250.-(one thousand two hundred and fifty euro).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the shareholders representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

1. the registered office is established at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
2. the shareholders resolve not to proceed immediately with the appointment of a Supervisory Board, about that the notary has drawn the attention of the appearing parties on the actual wording of article 109 of companies law, what the appearing parties have acknowledged.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le onze juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1. Société de Gestion de Grands Projets Immobiliers S.à r.l., une société à responsabilité de droit luxembourgeois ayant son siège au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

ici valablement représentée par Madame Hana WITZKE, employée, avec adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

2. European Strategic Advisers Limited, une société de droit du Royaume-Uni ayant son siège au 118 Piccadilly, London W1J 7NW, Royaume-Uni, immatriculée auprès du Registrar of Companies for England and Wales sous le numéro 5513147,

ici valablement représentée par Madame Hana WITZKE, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

3. Monsieur James GRAHAM, né le 3 novembre 1952 à Glasgow, Ecosse, ayant son adresse au Domaine De La Vene, F-11570 Palaja,

ici valablement représentée par Madame Hana WITZKE, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

4. Monsieur Hubert FORMEY, né le 25 février 1948 à Chalons-Sur-Marne, France, ayant son adresse au 354 Avenue Gal de Gaulle, F-06250 Mougins,

ici valablement représentée par Madame Hana WITZKE, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

5. Monsieur Georges VAUZEILLES, né le 1 mai 1942 à Le Mont Dore, France, ayant son adresse au 29, avenue André Malraux, F-92300 Levallois,

ici valablement représentée par Madame Hana WITZKE, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après paraphe ne varietur par la mandataire des parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont demandé que le notaire rédige les présents statuts d'une société en commandite par actions dont la constitution a été approuvée par ces parties.

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.

1.1 Il existe entre l'actionnaire commandité (l'"Actionnaire Commandité") de la Société (tel que définie ci-après) et les actionnaires commanditaires (les "Actionnaires Commanditaires") de la Société, et toutes les personnes ou entités qui pourraient devenir actionnaires commanditaires de la Société à l'avenir, une société en commandite par actions (la "Société") réglementée par les présents statuts (les "Statuts") et la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915") et le memorandum privé de placement tel qu'arrêté par les Actionnaires (le "Memorandum"). En cas de discordance entre les Statuts et le Memorandum, les Statuts prévalent.

1.2 Ci-après, les Actionnaires Commanditaires et l'Actionnaire Commandité seront nommés, lorsque le contexte l'impose, individuellement un «Actionnaire» et collectivement les «Actionnaires».

1.3 Le nom de la Société est «Infrastructure and Real Estate Investment Fund S.C.A.».

Art. 2. Durée.

2.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

2.2 La Société survivra en cas de démission, de dissolution, de faillite ou d'insolvabilité de l'Actionnaire Commandité.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société pourra accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers que la Société estimera utile à l'accomplissement de son objet.

3.2 La Société peut en outre mener toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, et contrôle et le développement de ces participations. En particulier, la Société peut procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés ou non meublés et généralement, procéder à toutes opérations telles que décrites dans le Mémoire.

3.3 La Société peut également accorder des sûretés et garanties à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

3.4 La Société peut emprunter et lever des fonds dans les buts énoncés ci-avant par, notamment, mais de manière non limitative, l'émission d'obligations ou d'autres titres de dette.

3.5 Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. Le présent objet social autorise la Société à contracter toutes opérations, dans la mesure où elles restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

3.6 D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toutes opérations ou transactions qu'elle considère nécessaires ou utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large autorisée par la Loi de 1915 et le Mémoire.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg. Le siège social de la Société pourra être transféré au sein de la municipalité de la Ville de Luxembourg par une résolution de l'Actionnaire Commandité.

4.2 Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit du Grand-duché du Luxembourg par résolution d'une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires délibérant de la manière requise pour modifier les Statuts.

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société émis et souscrit est fixé à trente et un mille euro (EUR 31.000,-), divisé en deux cent quarante (240) actions de commanditaires d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune détenues par les Actionnaires Commanditaires (les Actions Ordinaires), et soixante-dix (70) actions de commandités détenues par l'Actionnaire Commandité d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune (l'Action de Commandité).

5.2 Les Actions de Commandité et les Actions ordinaires seront individuellement nommées une "Action" et collectivement les "Actions".

5.3 Il existe, parmi les Actions Ordinaires, deux catégories d'Actions, les Actions de Class A et les Actions de Classe B (chacune, une "Classe"). Les droits attachés à chacune de ces Classes sont définis dans le Mémoire.

5.4 L'Actionnaire Commandité est autorisé et mandaté, jusqu'à concurrence du montant du capital autorisé, à (i) réaliser toute augmentation de capital social en une ou plusieurs fois, le cas échéant, à la suite de l'exercice de droits de souscription et/ou aux droits de conversion accordés par l'Actionnaire Commandité à concurrence du capital autorisé conformément aux conditions de bons de souscription (qui peuvent être séparés ou attachés aux actions, obligations, billets ou instruments similaires), d'obligations convertibles ou instruments similaires émis de temps à autre par la Société, en émettant de nouvelles Actions de Class A, avec ou sans prime d'émission, contre des apports en numéraire ou en nature, par conversion de créances de la Société, ou de toute autre manière (ii) fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, les conditions de la souscription et de la libération des Actions nouvelles et (iii) supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des Actionnaires existants au moment de la nouvelle émission (le "Capital Autorisé").

5.5 Le Capital Autorisé est fixé à un milliard d'euros (EUR 1.000.000.000) représenté par dix millions (10.000.000) d'Actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune. Les Actions émises dans le cadre du Capital Autorisé seront émises à la plus élevée de la valeur nominale par Action de la Class concernée ou la valeur nominale par Action de

la Class concernée augmentée de la différence entre valeur nette d'inventaire par Action de la Class concernée et ladite valeur nominale.

5.6 Cette autorisation est valable pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de publication de cet acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, et pourra être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires.

5.7 L'Actionnaire Commandité peut déléguer à toute personne dûment autorisée, la fonction d'accepter des souscriptions et de recevoir paiement pour des actions représentant tout ou partie de l'émission d'actions nouvelles dans le cadre du Capital Autorisé.

5.8 A la suite de chaque augmentation du capital social dans le cadre du Capital Autorisé, qui a été réalisée et constatée dans les formes prévues par la Loi de 1915, le présent article sera modifié afin de refléter l'augmentation du capital. Une telle modification sera constatée sous forme authentique par l'Actionnaire Commandité ou par toute personne dûment autorisée à cet effet par l'Actionnaire Commandité.

5.9 Le capital émis et/ou autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par une résolution de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée selon les règles de quorum et de majorité prévues par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi de 1915 pour toute modification des Statuts.

5.10 Les nouvelles Actions à émettre et souscrire par un apport en espèces seront offertes par préférence aux Actionnaires existants proportionnellement à la part du capital que ces Actionnaires détiennent, à moins que ce droit de souscription préférentiel ne soit annulé ou limité par l'Actionnaire Commandité ou par l'assemblée générale des Actionnaires. L'Actionnaire Commandité déterminera la période au cours de laquelle le droit de souscription préférentiel pourra être exercé. Cette période ne peut être inférieure à trente (30) jours.

5.11 L'assemblée générale des Actionnaires peut décider, à la majorité des votes requis par la Loi de 1915, une augmentation ou une réduction du capital social de la Société, et en ce compris le consentement obligatoire de l'Actionnaire Commandité.

5.12 En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les actions en plus de la valeur nominale. L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix de rachat d'actions de toute Class que la Société a racheté à ses actionnaires, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes aux actionnaires de toute Class ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Forme d'Actions.

6.1 Les Actions de la Société sont uniquement émises et resteront sous forme nominative.

6.2 Toutes les Actions émises de la Société seront inscrites au registre des Actionnaires qui sera tenu par la Société ou par l'une des personnes désignées par la Société et ledit registre devra contenir le nom de chaque détenteur d'Action (s), son lieu de résidence ou son domicile indiqué à la Société, le nombre d'Actions détenu par celui-ci et le montant libéré de chaque Action.

6.3 L'inscription du nom de l'actionnaire dans le registre des Actionnaires établit la preuve de son droit de propriété sur lesdites Actions. Les Actions ne sont pas représentées par des certificats. Cependant, à la demande d'Actionnaires, des certificats signés par l'Associé Commandité ou par deux membres du conseil de gestion de l'Associé Commandité (sous forme manuscrite, imprimée ou facsimilée) et attestant l'enregistrement du détenteur dans le registre des Actionnaires de la Société sera émis par la Société. La délivrance de ces certificats se fera aux risques et frais des Actionnaires concernés.

6.4 Un Transfert, tel que défini à l'article 8, s'effectue par une déclaration de transfert écrite qui sera inscrite dans le registre des Actionnaires, datée et signée par le cédant et le bénéficiaire ou par les personnes titulaires d'une procuration sous seing privé pour agir à cet effet conformément à l'article 8 des présents Statuts.

6.5 Tout Transfert d'Actions sera inscrit dans le registre des Actionnaires. Une telle inscription devra être signée par l'Associé Commandité ou par une ou plusieurs personnes dûment autorisées par l'Associé Commandité.

6.6 Les Actionnaires en droit de recevoir des Actions devront fournir à la Société une adresse d'envoi de la totalité des notifications et des annonces. Cette adresse sera également inscrite dans le registre des Actionnaires.

6.7 À défaut d'adresse indiquée par un Actionnaire, la Société peut autoriser à mentionner ceci dans le registre des Actionnaires et l'adresse de l'Actionnaire sera celle du siège social de la Société ou toute autre adresse inscrite par la suite par la Société, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit transmise à la Société par cet Actionnaire. Un actionnaire peut modifier à tout moment l'adresse qu'il a fait inscrire au registre des Actionnaires par notification écrite envoyée à la Société à son siège social ou à une autre adresse périodiquement indiquée par la Société.

6.8 La Société reconnaît un seul et unique détenteur par Action. En cas de copropriété d'actions ou en cas de constatation de la propriété d'actions, toutes les personnes réclamant un droit sur cette/ces action(s) doivent désigner un mandataire unique pour les représenter ensemble auprès de la Société. Le fait de ne pas nommer de mandataire unique emporte suspension de tous les droits attachés à cette/ces Action(s).

Art. 7. Rachat d'Actions.

7.1 La Société est autorisée à racheter ses Actions dans les limites et les conditions définies par la Loi de 1915 et le Mémorandum.

7.2 L'Associé Commandité peut, lorsque la réalisation de certains actifs de la Société génère des liquidités, décider que la Société rachète, proportionnellement entre les Actionnaires, tout ou partie des Actions dans le respect des Statuts, du Mémorandum et de la Loi de 1915. En particulier, un rachat d'Actions ne sera possible que dans la mesure où il existe un résultat distribuable au sens de la Loi de 1915 et dans la limite dudit résultat distribuable.

7.3 Le prix auquel un tel rachat sera effectué correspond à la plus récente valeur nette d'inventaire par Actions des Actions concernées calculée selon les provisions du Mémorandum. Cette autorisation est valable pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de publication de cet acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, et pourra être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires.

7.4 Dans tous les autres cas, un rachat d'Actions doit être approuvé par une résolution de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée à la majorité des deux tiers des Actions représentées à cette assemblée générale, et en ce compris le consentement obligatoire de l'Actionnaire Commandité.

7.5 Toutes les Actions rachetées sont immédiatement annulées.

Art. 8. Cessions d'Actions.

8.1 Toute vente, cession, transfert, échange, gage, sûreté, nantissement ou tout autre acte de disposition par tout Actionnaire Ordinaire de tout ou partie de ses Actions Ordinaires ou ses engagements (non appelés), que ce soit directement ou indirectement, volontairement ou involontairement (chacun étant un "Transfert"), est soumis aux dispositions de cet article et du Mémorandum.

8.2 En outre, l'Associé Commandité aura un droit de préemption dans le cas d'un Transfert si ledit Transfert porterait sur plus de 10% (dix pour cent) des actifs nets sauf à ce que ce Transfert (i) soit fait par un Actionnaire de la Société à l'un de ses affiliés, (ii) soit fait par un successor trust dans le cas où le cessionnaire est un trust, (iii) ou résulte du décès ou de la liquidation du cessionnaire.

8.3 La Société pourra accepter et inscrire au registre un Transfert sur la base de correspondances ou d'autres documents instrumentant l'accord entre le cédant et le cessionnaire des Actions.

Art. 9. Responsabilité des Actionnaires.

9.1 Les porteurs d'Actions Ordinaires sont uniquement responsables à hauteur du montant de leur apport en capital à, ou leurs engagement envers, la Société.

9.2 L'Actionnaire Commandité est indéfiniment et solidairement responsable du passif de la Société, conformément à la Loi de 1915.

Art. 10. Assemblée générale des Actionnaires.

10.1 L'assemblée générale annuelle des Actionnaires aura lieu, conformément au droit luxembourgeois, au Luxembourg, au siège social de la Société, ou en tout autre lieu situé au Luxembourg et indiqué dans la convocation à cette assemblée, le deuxième mardi du mois d'avril à 14.00 heures. Si ce jour est un jour de fermeture des banques dans la ville de Luxembourg, l'assemblée générale annuelle aura lieu le jour ouvré suivant au Luxembourg.

10.2 D'autres assemblées générales d'Actionnaires pourront avoir lieu aux lieux et dates spécifiés dans les convocations respectives à ces assemblées.

10.3 Toutes les assemblées générales d'Actionnaires seront présidées par l'Actionnaire Commandité ou par toute personne dûment autorisée à le représenter.

Art. 11. Convocation, Quorum, Procurations, Majorité.

11.1 Les périodes de convocation et les règles de quorum imposées par la Loi de 1915 s'appliqueront aux assemblées générales des Actionnaires de la Société, ainsi qu'au déroulement de ces assemblées générales, sauf indication contraire des présents Statuts.

11.2 Chaque Action, sans distinction, sera assortie d'une (1) voix. Un Actionnaire pourra intervenir lors d'une quelconque assemblée générale des Actionnaires en désignant par écrit une autre personne, que celle-ci soit Actionnaire ou non, comme son mandataire, soit par le biais d'un document original soit par télécopie, câble, télégramme, télex ou par toute autre forme de télécommunication appropriée.

11.3 Sauf si la Loi de 1915 ou les présents Statuts requièrent de procéder autrement, les résolutions d'une assemblée générale valablement convoquée seront adoptées à la majorité simple des personnes présentes et votantes avec le consentement nécessaire de l'Actionnaire Commandité.

Art. 12. Convocation aux assemblées générales.

12.1 Les assemblées générales des Actionnaires seront convoquées par l'Actionnaire Commandité ou par le Conseil de Surveillance (tel que défini ci-dessous), par le biais d'une convocation précisant l'ordre du jour et envoyée par courrier recommandé, au minimum huit (8) jours avant la date de l'assemblée générale, à chaque Actionnaire à l'adresse de l'Actionnaire figurant au registre des Actions de la Société.

12.2 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée générale des Actionnaires, et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale, celle-ci pourra se tenir sans convocation préalable.

12.3 L'Actionnaire Commandité peut déterminer toutes les modalités pratiques qui doivent être respectées par les Actionnaires pour prendre part aux assemblées générales des Actionnaires.

Art. 13. Pouvoirs de l'assemblée générale des Actionnaires. Toute assemblée générale des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'ensemble des Actionnaires de la Société. Toute décision quelle qu'elle soit ne pourra être adoptée qu'avec le consentement de l'Actionnaire Commandité.

Art. 14. Administration.

14.1 La Société sera administrée par l'Actionnaire Commandité, étant entendu que l'Actionnaire Commandité initial est Société de Gestion de Grands Projets Immobiliers S.à r.l., prédésignée, qui sera l'actionnaire-gérant-commandité responsable et qui sera personnellement responsable auprès de la Société de toutes les obligations auxquelles la Société ne pourrait faire face sur ses actifs propres.

14.2 L'Actionnaire Commandité est investi des pouvoirs les plus larges possibles pour effectuer tous les actes de gestion et de cession dans l'intérêt de la Société qui ne sont pas expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des Actionnaires ou au Conseil de Surveillance, s'il en a été nommé un.

14.3 Sauf indication expresse contraire, l'Actionnaire Commandité disposera de l'autorité complète à sa discrétion pour exercer, au nom et pour le compte de la Société, tous les droits et pouvoirs nécessaires ou utiles pour mettre en oeuvre l'objet de la Société.

14.4 L'Actionnaire Commandité est autorisé à déléguer ses pouvoirs et à conférer des mandats limités pour des activités spécifiques à un ou à plusieurs représentants, mais il ne pourra pas déléguer d'une manière générale la totalité de ses pouvoirs de gestion.

14.5 L'Actionnaire Commandité représentera la Société dans toute procédure judiciaire en qualité de demandeur ou de défendeur. Les assignations et tous les autres actes de procédure sont valablement émis au nom de la Société.

14.6 Les décisions de l'Actionnaire Commandité sont enregistrées dans des procès-verbaux ou adoptées par écrit.

Art. 15. Signature autorisée. La Société sera liée par la signature sociale de l'Actionnaire Commandité ou par la signature individuelle ou les signatures conjointes de toutes autres personnes auxquelles ce pouvoir aura été délégué par l'Actionnaire Commandité à sa discrétion.

Art. 16. Conseil de surveillance.

16.1 Les affaires de la Société ainsi que sa situation financière, et plus particulièrement ses livres et ses comptes, feront l'objet du contrôle d'un conseil de surveillance composé au minimum de trois (3) membres (le Conseil de Surveillance).

16.2 Le Conseil de Surveillance sera consulté par l'Actionnaire Commandité concernant toute question éventuelle qu'il détermine.

16.3 Les membres du Conseil de Surveillance peuvent être des Actionnaires, autres que l'Actionnaire Commandité, ou non. Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés par vote à la majorité simple lors de l'assemblée générale des Actionnaires, et ce pour une durée d'au maximum six (6) ans qui pourra être renouvelée. Les membres du Conseil de surveillance pourront être révoqués à tout moment et de manière discrétionnaire par l'assemblée générale des Actionnaires.

16.4 En cas de vacance au sein du Conseil de Surveillance en raison d'un décès, d'un départ à la retraite ou tout autre motif, les membres du Conseil de Surveillance restant pourront se réunir et élire à la majorité un membre qui comblera la vacance jusqu'à l'assemblée générale des Actionnaires suivante.

16.5 Si la majorité des membres du Conseil de Surveillance quitte son poste, une réunion des Actionnaires sera organisée afin de nommer un nouveau Conseil de Surveillance.

16.6 L'assemblée générale des Actionnaires décidera de la rémunération du Conseil de Surveillance.

16.7 Le Conseil de Surveillance sera convoqué par son président (nommé par le Conseil de Surveillance parmi ses membres) ou par l'Actionnaire Commandité.

16.8 Une convocation écrite de chaque réunion du Conseil de Surveillance sera envoyée à tous ses membres au minimum huit (8) jours avant la date de cette réunion, excepté dans des circonstances exceptionnelles, auquel cas la nature de ces circonstances sera indiquée dans la convocation de la réunion. Cette obligation de convocation de chacun des membres pourra être levée par le consentement écrit, que ce soit par un original ou par câble, télégramme, télécopie, télex ou toute autre forme de télécommunication appropriée. Une convocation distincte ne sera pas requise concernant les réunions individuelles organisées à des dates et dans des lieux prescrits par un calendrier préalablement adopté par résolution du Conseil de Surveillance. Si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés à une réunion du Conseil de Surveillance, et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de la réunion, la réunion pourra avoir lieu sans convocation préalable.

16.9 Tout membre pourra intervenir lors d'une réunion du Conseil de Surveillance en désignant un autre membre comme mandataire par écrit, que ce soit par un original ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou par toute autre forme de télécommunication appropriée.

16.10 Tous les membres pourront participer à une réunion du Conseil de Surveillance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de télécommunication approprié permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre simultanément. Ce type de participation à une réunion du Conseil de Surveillance est réputée équivalente à une participation en personne.

16.11 Le Conseil de Surveillance peut délibérer ou agir valablement uniquement si, au minimum, la majorité de ses membres est présente ou représentée.

16.12 Les résolutions seront adoptées à la majorité des voix des membres présents ou représentés à cette réunion. Les résolutions pourront également être adoptées par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs instruments écrits, signés par tous les membres.

16.13 Le procès-verbal des séances du Conseil de Surveillance sera signé par son président ou, en son absence, par le président faisant fonction qui préside cette séance. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux devant être produits dans le cadre de procédures judiciaires ou dans d'autres circonstances seront signés par le président, ou par le président faisant fonction ou par deux membres du Conseil de surveillance.

16.14 Nonobstant ce qui précède, lorsque la Société nomme un réviseur d'entreprise agréé, aucun Conseil de Surveillance ne sera nommé, en accord avec la Loi de 1915.

Art. 17. Conflit d'intérêts.

17.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

17.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

17.3 Au cas où un gérant de l'Associé Commandité aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, ce gérant devra en informer l'Associé Commandité de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale.

17.4 Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 18. Exercice comptable - Comptes. L'exercice comptable de la Société débutera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 19. Répartition des bénéfices.

19.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve légale, tel que l'impose la Loi. Cette affectation cessera d'être requise dès que le montant de la réserve légale s'élèvera à dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société, tel qu'indiqué à l'article 5 ci-dessus et augmenté ou diminué le cas échéant.

19.2 L'Actionnaire Commandité propose à l'assemblée générale des Actionnaires la manière de laquelle les bénéfices nets annuels résiduels seront utilisés. Toute distribution aux Actionnaires se fera, pour les Actions de Class A comme les Actions de Class B, en respectant les droits préférentiels attachés à chaque Class tels que définis dans le Mémoire.

19.3 Les dividendes peuvent être payés en euro ou en une autre devise et au moment décidé par l'Actionnaire Commandité. L'Actionnaire Commandité peut décider du paiement des dividendes intérimaires sous les conditions conformes à la Loi de 1915.

Art. 20. Dissolution et Liquidation.

20.1 La Société pourra être dissoute volontairement par résolution de l'assemblée générale des Actionnaires et avec le consentement de l'Actionnaire Commandité.

20.2 La liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des Actionnaires, qui fixera par ailleurs leurs pouvoirs et leur rémunération.

20.3 La répartition du boni de liquidation entre les Actionnaires, s'il en existe un, se fera selon les dispositions de la Loi de 1915 et tous droits préférentiels attachés à chaque Class tels que définis dans le Mémoire.

Art. 21. Modification des Statuts. Les présents Statuts pourront être modifiés le cas échéant par une assemblée générale des Actionnaires, sous réserve des exigences de quorum et de majorité définies par le droit luxembourgeois, et sous réserve du consentement de l'Actionnaire Commandité.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées par application des dispositions du droit luxembourgeois et, en particulier, de la Loi de 1915.

Souscription et Libération

Toutes les actions ont été souscrites comme suit:

Société de Gestion de Grands Projets Immobiliers S.à r.l., prénommée	soixante-dix (70) Actions de Commandité
European Strategic Advisers Limited, prénommé	quatre-vingt-quatre (84) Actions Ordinaires
Monsieur James GRAHAM, prénommé	soixante-douze (72) Actions Ordinaires
Monsieur Hubert FORMEY, prénommé	soixante-douze (72) Actions Ordinaires
Monsieur Georges VAUZEILLES, prénommé	douze (12) Actions Ordinaires
Total	Deux cent quarante (240) Actions Ordinaires et Soixante-dix (70) Actions de Commandité

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000 EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions Transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2012.

Evaluation des Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.250,-(mille deux cent cinquante euros).

Assemblée Générale Constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés prénommés représentant la totalité du capital souscrit ont pris les résolutions suivantes:

1. le siège social de la société est établi au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.
2. les associés décident de ne pas procéder immédiatement à la nomination d'un Conseil de Surveillance; à cet égard le notaire a rendu attentif les parties comparantes sur les dispositions de l'actuel article 109 de la loi sur les sociétés, ce que les parties reconnaissent.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: H. WITZKE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 juillet 2011. LAC/2011/31710. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Référence de publication: 2011101924/696.

(110115836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

Col Hunt B (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 153.989.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 62342 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011109911/10.

(110126029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Consortium 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.395.668,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 136.129.

Il résulte d'une décision des associés de la société en date du 17 juillet 2011 que le siège social de la société est transféré du 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 1^{er} août 2011.

Référence de publication: 2011109913/13.

(110125726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Consortium 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.395.668,00.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 135.841.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2011.

Référence de publication: 2011109914/11.

(110125803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Consortium 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.395.668,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 135.841.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la société en date du 29 juillet 2011 que le siège social de la société est transféré du 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 1^{er} août 2011.

Référence de publication: 2011109915/13.

(110125804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Corsair III Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 124.110.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Corsair III Participation S.à r.l.

Pour Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011109916/11.

(110126265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Cotton Connect Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragançe.

R.C.S. Luxembourg B 150.383.

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire sous seing privé de la Société qui s'est réunie en date du 18 juillet 2011 au siège social que, Mme Larhea PEPPER, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle 822 Baldrige

Street, O'Donnell, Texas 79351, Etats-Unis, a été nommée nouvel administrateur de la Société et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2011109917/14.

(110126184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Cube Energy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 138.404.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration de Natixis Environnement & Infrastructures Luxembourg S.a. du 9 janvier 2008

En date du 9 janvier 2008, le Conseil d'Administration de Natixis Environnement & Infrastructures Luxembourg S.a. a décidé de transférer le siège social de la Société du 25 me Goethe, L - 1637 Luxembourg pour rejoindre le 41 avenue de la Liberté, L - 1931 Luxembourg, avec effet au 18 janvier 2008.

Luxembourg, le 8 avril 2011.

Pour extrait sincère et conforme

POUR CUBE ENERGY S.C.A.

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2011109918/16.

(110126255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

CAE Euroco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 70.621.

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue à Luxembourg en date du 1^{er} juin 2011 que:

1. Le siège social de la société a été transféré, avec effet au 1^{er} août 2011, au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 1^{er} août 2011.

Référence de publication: 2011109920/14.

(110125684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

CAE Investments, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 224.219.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 61.397.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue à Luxembourg en date du 1^{er} juin 2011 que:

1. Le siège social de la société a été transféré, avec effet au 1^{er} août 2011, au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 1^{er} août 2011.

Référence de publication: 2011109921/15.

(110125685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Caishen Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 134.405.

—
Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 30 juin 2011:

1. Démission de Monsieur Christian ZERRY en tant qu'Administrateur et Président du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration prend note de la démission de Monsieur Christian ZERRY, résidant professionnellement au 11-13, Boulevard des Moulins, 98 007, Monaco, Monaco, de ses fonctions d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration avec prise d'effet au 09 juin 2011.

2. Cooptation de Monsieur Olivier LECLER en tant qu'Administrateur et Président du Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Christian ZERRY

Le Conseil d'Administration décide de coopter avec prise d'effet au 09 juin 2011, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra au mois de septembre 2011, Monsieur Olivier LECLER, résidant professionnellement au 11, Avenue de Grande Bretagne, Le Carré d'Or, 98 000, Monaco, Monaco, en remplacement de Monsieur Christian ZERRY, et de Président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011109922/19.

(110125430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Calidad S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 72.866.

—
Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2011109923/10.

(110126174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Calzedonia Finanziaria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 133.789.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 2 août 2011.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2011109925/11.

(110126447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Carioca Sol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 105.173.

—
Le bilan de la société au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011109926/12.

(110126565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Carioca Sol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 105.173.

Le bilan de la société au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2011109927/12.

(110126566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

CBS Broadcast Kingworld - CBS-Lux Holding LLC S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 153.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 02 août 2011.

Référence de publication: 2011109928/10.

(110126109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

CBS Worldvision - CBS-Lux Holding LLC S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: USD 1.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 153.323.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associé commandité unique de la Société en date du 18 juillet 2011 que:
- le siège social de la Société a été transféré du 1, rue des Glacis, L- 1628 Luxembourg au 6, rue Guillaume Schneider, L- 2522 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour extrait conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2011109929/14.

(110126108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Fair Play Sports Management & Consulting A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 162.566.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendelf, den fünfzehnten Juli.

Vor Uns Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitz zu Bad-Mondorf (Großherzogtum Luxembourg).

Ist erschienen:

- Sebastian KORST, Kaufmann, wohnhaft zu D-66914 Waldmohr, Nelkenweg 19;
- Dirk WILHELM, Kaufmann, wohnhaft zu D-55124 Mainz, Viermorgenweg 10;
- Andreas KLOTZ, Kaufmann, wohnhaft zu D-55435 Gau-Algesheim, Kaiser-Karl-Straße 16,

hier vertreten durch Dirk WILHELM, vorgenannt, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 14. Juli 2011, welche Vollmacht nach ne varietur Unterzeichnung durch den Komparenten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Vorbenannte Personen ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzung einer von ihr zu gründenden Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung "FAIR PLAY SPORTS MANAGEMENT & CONSULTING A.G." gegründet.

Art. 2. Die Gesellschaft wird gegründet für eine unbestimmte Dauer von heute angerechnet. Sie kann frühzeitig aufgelöst werden durch Entscheid der Aktionäre, entscheidend so, wie im Falle einer Statutenänderung.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, ökonomischer oder sozialer Natur die normale Aktivität der Gesellschaft behindern oder bedrohen, so kann der Sitz der Gesellschaft durch einfache Entscheidung des Verwaltungsrates in eine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg oder sogar ins Ausland verlegt werden und zwar so lange bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck insbesondere die Beratung und Dienstleistungen im Bereich Sportmanagement sowie die Abwicklung von kommerziellen, industriellen und finanziellen Geschäften, unter welcher Form auch immer, aller Geschäfte welche sich auf Mobiliar-und Immobilienwerte beziehen sowie die Beteiligung an anderen Gesellschaften.

Desweiteren kann sie Gesellschaften an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung gewähren, sei es durch Darlehen, Garantien und Vorschüsse.

Die Gesellschaft kann alle Arten von Wertpapieren und Rechten erwerben, dieselben verwalten und verwerten.

Die Gesellschaft kann generell alle Tätigkeiten und Geschäfte betreiben welche mittelbar oder unmittelbar mit ihrem Gesellschaftszweck zusammenhängen.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt EINUNDDREISSIGTAUSEND EURO (31.000.-€), eingeteilt in ZWEIHUNDERTACHTUNDVIERZIG (248) Aktien mit einem Nominalwert von je HUNDERTFÜNFUNDZWANZIG EURO (125.€), welche eine jede Anrecht gibt auf eine Stimme in den Generalversammlungen.

Die Aktien, je nach Wahl des Eigentümers, sind Inhaberaktien oder lauten auf Namen.

Die Aktien können, auf Wunsch des Besitzers, aus Einzelaktien oder aus Aktienzertifikaten für zwei oder mehr Aktien bestehen.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluß der Generalversammlung, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus drei Personen bestehen muss, welcher aus seinen Reihen einen Vorsitzenden wählt und bei einer Einpersonenaktiengesellschaft aus einem Mitglied bestehen kann. Sie werden ernannt für eine Dauer die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Der Vorsitzende kann auch durch die Generalversammlung ernannt werden.

Art. 7. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten. Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die vorliegende Satzung der Generalversammlung vorbehalten ist.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt Vorauszahlungen auf Dividenden zu machen, im Rahmen der Bedingungen und gemäß den Bestimmungen welche durch das Gesetz festgelegt sind.

Der Verwaltungsrat oder die Generalversammlung kann die ganze oder teilweise tägliche Geschäftsführung, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend diese Geschäftsführung, an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Agenten übertragen, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Die Gesellschaft wird verpflichtet sei es durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die alleinige Unterschrift des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds oder des Verwaltungsratsvorsitzenden oder des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 8. Die Gesellschaft wird bei Gericht als Klägerin oder als Beklagte durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch die hierzu speziell bestellte Person rechtsgültig vertreten.

Art. 9. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare überwacht.

Sie werden ernannt für eine Dauer, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Art. 10. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember.

Art. 11. Die jährliche Generalversammlung tritt am Gesellschaftssitz oder an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am zweiten Dienstag des Monats August jeden Jahres um 14.00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 12. Um der Generalversammlung beiwohnen zu können, müssen die Besitzer von Inhaberaktien fünf volle Tage vor dem festgesetzten Datum ihre Aktien hinterlegen. Jeder Aktionär hat das Recht selbst zu wählen oder einen Mandatar zu bestellen. Letzterer muß nicht unbedingt Aktionär sein.

Art. 13. Die Generalversammlung hat die weitestgehenden Befugnisse um alle Akte, welche die Gesellschaft interessieren zu tätigen oder gutzuheißen. Sie entscheidet über die Zuweisung und über die Aufteilung des Nettogewinns.

Die Generalversammlung kann beschließen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Art. 14. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf dessen spätere Änderungen.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2011.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet statt im Jahre 2012.

Kapitalzeichnung

Die Aktien wurden gezeichnet wie folgt:

- Sebastian KORST, vorgeannt, hundertvierundzwanzig Aktien	124
- Dirk WILHELM, vorgeannt, zweiundsechzig Aktien	62
- Andreas KLOTZ, vorgeannt, zweiundsechzig Aktien	62
Total: Zweihundertachtundvierzig Aktien	248

Das gezeichnete Kapital wurde bar in einer Höhe von SIEBENTAUSEND SIEBENHUNDERTFÜNFZIG EURO (7.750.-€) eingezahlt. Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von SIEBENTAUSEND SIEBENHUNDERTFÜNFZIG EURO (7.750.-€) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

Demzufolge bleiben die Aktien Namensaktien bis zur vollständigen Zahlung des Gesellschaftskapitals.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, daß die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlaß gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr NEUNHUNDERT EURO (900.-€).

Außerordentliche Generalversammlung

Sodann hat der Erschienenene in einer außerordentlichen Generalversammlung folgende Beschlüsse gefaßt:

Erster Beschluß

Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt, die der Kommissare auf einen (1) und die der geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder auf zwei (2).

Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

- Sebastian KORST, Kaufmann, wohnhaft zu D-66914 Waldmohr, Nelkenweg 19;
- Dirk WILHELM, Kaufmann, wohnhaft zu D-55124 Mainz, Viermorgenweg 10;
- Andreas KLOTZ, Kaufmann, wohnhaft zu D-55435 Gau-Algesheim, Kaiser-Karl-Straße 16.

Zweiter Beschluß

Zum Kommissar wird ernannt:

- LCG International A.G. (B 86.354), mit Sitz in L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

Dritter Beschluß

Zu den geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

- Sebastian KORST, Kaufmann, wohnhaft zu D-66914 Waldmohr, Nelkenweg 19;
- Dirk WILHELM, Kaufmann, wohnhaft zu D-55124 Mainz, Viermorgenweg 10.

Vierter Beschluß

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder, des Kommissars und der geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedern enden am Tage der Generalversammlung welche über das Geschäftsjahr 2016 befindet.

Fünfter Beschluß

Die Anschrift der Gesellschaft lautet:

L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt die Anschrift der Gesellschaft abzuändern innerhalb der Gemeinde in der sich der statutarische Gesellschaftssitz befindet.

Sechster Beschluß

Gemäß den Bestimmungen des Artikels 60 des Gesetzes über die Gesellschaften und Artikel 7 der gegenwärtigen Satzung, ist der Verwaltungsrat ermächtigt unter seinen Mitgliedern ein oder mehrere geschäftsführende Verwaltungsratsmitglieder welche befugt sind die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift zu verpflichten für alles was die tägliche Geschäftsführung anbelangt (administrateur-délégué) zu bezeichnen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

Der unterzeichnete Notar, welcher der deutschen Sprache mächtig ist, bestätigt hiermit, daß der Text der vorliegenden Urkunde auf Wunsch der Parteien in deutsch abgefaßt ist, gefolgt von einer englischen Übersetzung; er bestätigt weiterhin, daß es der Wunsch der Parteien ist, daß im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text der deutsche Text Vorrang hat.

Und nach Vorlesung und Erklärung an die Erschienenen haben dieselben Uns Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Follows the English translation:

In the year two thousand eleven, on the fifteenth of July.

Before Us Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Mondorf-les-Bains (Grand-Duchy of Luxembourg).

Has appeared:

- Sebastian KORST, businessman, residing in D-66914 Waldmohr, Nelkenweg 19;
- Dirk WILHELM, businessman, residing in D-55124 Mainz, Viermorgenweg 10;
- Andreas KLOTZ, businessman, residing in D-55435 Gau-Algesheim, Kaiser-Karl-Straße 16,

himself here represented by Dirk WILHELM, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal on the 14th of July 2011,

which initialed ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a société anonyme which he declared to organize among himself.

Art. 1. Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a société anonyme is hereby formed under the title "FAIR PLAY SPORTS MANAGEMENT & CONSULTING A.G."

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited period from the date thereof. The Corporation may be dissolved prior by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. The Head Office of the Company is in Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Head Office of the Company, the Head Office of the Company may be transferred by decision of the board of directors to any other locality of the Grand Duchy of Luxembourg and even abroad, until such time as the situation becomes normalised.

Art. 4. The company's object is in the one hand, in whatever form, any industrial, commercial, financial, personal or real estate property transactions, which are directly or indirectly in connection with the creation, management and financing, in whatever form, of any undertakings and companies having any object in whatever form, as well as, in the other hand, the management and development, permanently or temporarily, of the portfolio created for this purpose and in particular the consultation and services in the area of Sports management

The Company may take participating interests by any means in any business, undertakings or companies having the same, analogous or connected object, or which may favour its development or the extension of its operations.

Art. 5. The subscribed capital is set at THIRTY ONE THOUSAND EURO (31.000.-€) represented by TWO HUNDRED FORTY EIGHT (248) shares with a par value of ONE HUNDRED TWENTY FIVE EURO (125.-€) each, carrying one voting right in the general assembly.

All the shares are, at the owner's option, in bearer or nominative form.

The corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of Incorporation.

The company can proceed to the repurchase of its own shares within the bounds laid down by the law.

Art. 6. The company is administrated by a Board comprising at least three members. It can be administrated by one director in case of unipersonal company. Their mandate may not exceed six years. The chairman is elected by the General Meeting.

Art. 7. The Board of Directors possesses the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the object of the Company, and anything which is not a matter for the General Meeting in accordance with the present Articles or governed by law, comes within its competence.

The Board of Directors is authorized to proceed to the payment of a provision of dividend within the bounds laid down by the law.

The General Assembly or the Board of Directors may delegate all or part of the powers of the Board of Directors concerning the daily management of the Company's business, either to one or more directors, or, as holders of a general or special proxy, to third persons who do not have to be shareholders of the Company.

All acts binding the company must be signed by two directors or by the sole signature of the managing director or by the president of the Board of Directors, or by the sole director.

Art. 8. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by one member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

Art. 9. The Company's operations are supervised by one or more auditors. Their mandate may not exceed six years.

Art. 10. The Company's business year begins on the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 11. The annual General Meeting is held on the second Tuesday of the month of August at 14.00 o'clock at the Company's Head Office, or at another place to be specified in the convening notices. If such day is a legal holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 12. To be admitted to the General Meeting, the owner of bearer shares must deposit them five full days before the date fixed for the meeting; any shareholder will be entitled to vote in person or through a proxy, who need not be a shareholder himself.

Art. 13. The General Assembly has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

The General Assembly may decide that profits and distributable reserves are assigned to the redemption of the stock, without reduction of the registered capital.

Art. 14. For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10, 1915 and of the modifying Acts.

Transitory dispositions

- 1) The first accounting year will begin today and will end on December 31, 2011.
- 2) The first annual general meeting of shareholders will be held in 2012.

Subscription

The capital has been subscribed as follows:

- Sebastian KORST, prenamed, one hundred twenty four shares	124
- Dirk WILHELM, prenamed, sixty-two shares	62
- Andreas KLOTZ, prenamed, sixty-two shares	<u>62</u>
Total: Two hundred forty eight shares	248

All these shares have been paid up in cash to the amount of SEVEN THOUSAND SEVEN HUNDRED AND FIFTY EURO (7.750.-€) and therefore the amount of SEVEN THOUSAND SEVEN HUNDRED AND FIFTY EURO (7.750.-€) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

The shares will stay nominative shares until the capital will be fully paid up.

Statement

The notary declares that he has checked the existence of the conditions listed in Article 26 of the commercial companies act and states explicitly that these conditions are fulfilled.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company, or charged to it for its formation, amount to about NINE HUNDRED EURO (900.-€).

Extraordinary General Meeting

The appearing person takes the following resolutions in an extraordinary general meeting:

First resolved

The number of Directors is set at three (3), that of the auditors at one (1) and that of the managing Directors of the Company at two (2).

The following are appointed Directors:

- Sebastian KORST, businessman, residing in D-66914 Waldmohr, Nelkenweg 19;
- Dirk WILHELM, businessman, residing in D-55124 Mainz, Viermorgenweg 10;
- Andreas KLOTZ, businessman, residing in D-55435 Gau-Algesheim, Kaiser-Karl-Straße 16.

Second resolved

Is elected as auditor:

- LCG International A.G. (B 86.354), with registered office at L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Third resolved

The following are appointed managing Director of the Company:

- Sebastian KORST, businessman, residing in D-66914 Waldmohr, Nelkenweg 19;
- Dirk WILHELM, businessman, residing in D-55124 Mainz, Viermorgenweg 10.

Fourth resolved

Their terms of office will expire after the annual meeting which will approve the financial statements of the year 2016.

Fifth resolved

The address of the company is fixed at L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

The Board of Directors is authorized to change the address of the company inside the municipality of the company's corporate seat.

Sixth resolved

Persuant to article 60 of the company law and article 7 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors is authorized to elect one or more managing director(s) of the Company with such powers as are necessary to bind the Company with his (theirs) sole signature for the day-to-day management.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in German followed by an English translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German texts, the German version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surnames, Christian names, civil status and residences, the said appearing person signed with Us, the notary, the present original deed.

Gezeichnet: KORST, WILHELM. ARRENSDORFF.

Enregistré à Remich, le 25 juillet 2011. REM 2011 / 995. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Mondorf-les-Bains, le 2 août 2011.

Référence de publication: 2011110025/257.

(110126549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Celestica European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 99.168.

Les comptes annuels au 30 avril 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011109931/9.

(110126004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Celestica European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.784.880,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 99.168.

Suite aux résolutions prises par l'associé unique en date du 1^{er} août 2011, il a été décidé ce qui suit:

- d'accepter la démission de Michael Dylan Peters de son poste de gérant A avec effet au 15 février 2011.

Pour extrait conforme,
Luxembourg, le 1^{er} août 2011.
Référence de publication: 2011109930/12.
(110126003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Cencan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 23.451.

Il est porté à la connaissance de tous:

1. la démission de l'administrateur Stuart Michael Brown avec adresse à 9 Rue Sainte Zithe, 2763 Luxembourg a été acceptée avec effet au 31 juillet 2011;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2011109932/13.
(110125711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

CEPF New Bridge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 152.951.

Le bilan de la société au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2011109933/13.
(110126082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Charles Street Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 74.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011109935/10.
(110125879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

China Investments Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 130.224.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011109937/9.
(110126210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

China Investments Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 130.224.

L'adresse du commissaire aux comptes AUDIEX S.A. est dorénavant la suivante:
9, rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 août 2011.

Référence de publication: 2011109938/11.

(110126214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Cinemotion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5460 Trintange, 16, route de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 150.747.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

CINEMOTION S.A.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2011109940/13.

(110125811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

Trait d'Esprit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 68.525.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société Trait d'Esprit S.A. tenue au siège de la société en date du 15 juin 2011.

Tous les actionnaires étant présents.

Les administrateurs décident:

- de renouveler le mandat d'administrateur de Messieurs Olivier GODART et Jacques HANQUET, et de Madame Anne LAMBERT; mandat qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2017.

Le Conseil d'administration se compose des membres suivants:

Monsieur Olivier GODART, né le 8 février 1962 à Nivelles (Belgique) et demeurant au 25 rue Mont Saint Roch, B - 1400 NIVELLES

Monsieur Jacques HANQUET, né le 25 mars 1958 à Nivelles (Belgique) et demeurant au 5A rue des Réviaux, B - 6210 REVES

Madame Anne LAMBERT, née le 4 février 1962 à Nivelles (Belgique) et demeurant au 25 rue Mont Saint Roch, B - 1400 NIVELLES

- de renouveler le mandat d'administrateur délégué de Monsieur Olivier GODART; mandat qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2017.

- de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes CONCORD INTERNATIONAL MARKETING SARL, immatriculé au RCSL sous le numéro B 50577 et dont le siège social est situé 165A, Route de Longwy, L - 4751 PETANGE; mandat qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2017.

Les décisions ont été prises à l'unanimité.

Après cela, l'assemblée générale extraordinaire est déclarée comme terminée.

En nom de TRAIT D'ESPRIT S.A.

Olivier GODART / Jacques HANQUET / Anne LAMBERT

Administrateur-délégué / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011116947/30.

(110133742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2011.
